

Brexit : on les avait pourtant bien prévenus !

A l'image du parcours fabuleux de l'économie de Singapour, détaché de la Malaisie en 1965, celle du Royaume-Uni pourrait tirer son épingle du jeu une fois retombées les turbulences d'un Brexit, juge notre chroniqueur Georges Nurdin, économiste.

On les avait pourtant bien prévenus, on leur avait dit de ne pas y aller, on leur avait donné leur chance. Plusieurs fois, même. On leur avait bien dit que ce serait Armageddon. Comment une île peut-elle espérer seulement survivre, exister, hors de l'Union, de la Fédération ? Pure folie... Et pourtant, obstinés, ne voyant pas plus loin que leur petite fierté nationale dépassée au temps des grandes coalitions polymorphes et des fédérations géocontinentales, ils l'ont fait : ils ont coupé le cordon. Les pauvres. On les plaint, mais, en même temps, ils serviront d'exemple pour les autres, dans le futur, si d'aucuns étaient tentés de vivre l'aventure et de s'échapper, ils verraient ce qu'il en coûte.

C'était le 9 août 1965 et personne ne donnait cher de la peau de Singapour à l'époque, qui avait eu l'outrecuidance, le front, la folie, de se séparer brutalement - no deal ! - de la Fédération de Malaisie. Le Singexit avant la lettre. Cinquante-quatre ans plus tard, Singapour a non seulement "enterré" la "Fédération" de Malaisie à tous points de vue, mais elle dame le pion à l'Europe dans tous les domaines : économie (le PIB par habitant de Singapour atteint 57.714 dollars, contre 38.476 dollars pour la France et 9.945 dollars pour la Malaisie), éducation (Singapour est en tête du classement international PISA dans toutes les matières... si bien qu'elle sert de modèle à la France qui pointe laborieusement à ... la 26ème place mondiale, et s'enfoncé chaque année), intégrité et anti-corruption (Singapour est en 3ème position mondiale alors que la France se situe en milieu de tableau à la 21ème et en compagnie des Emirats Arabes Unis, et bien derrière l'Estonie - 18ème place).

Est-ce le seul cas, l'exception qui confirme la règle ? Eh bien non, c'est même plutôt la règle générale, à contre-courant des idées reçues et du prêt à penser. Prenons l'Australie, une grande île cette fois, alignée sur aucun bloc, intégrée à aucune "fédération supranationale" (le Commonwealth est un vestige et l'ASEAN une enveloppe vide), totalement indépendante, qui connaît une croissance insolente et continue depuis plus de vingt ans, sans parler du vrai plein emploi, sans l'artifice d'une fonction publique hypertrophiée pour la "bonne (?) cause, ni des emplois "aidés". PIB par habitant de 54.000 dollars, soit 40% de mieux que la France... Ca (nous) laisse rêveurs.

Plus près de nous, tous les pays qui ont fait le choix conscient de ne pas intégrer l'Union européenne ont un PIB par habitant supérieur à celui de l'Europe "unionisée", fédérale : la Norvège 75.000 dollars, la Suisse 80.000 dollars, l'Islande 70.000 dollars. Et - bien entendu - le plein emploi qui va avec. Plus généralement, c'est une lourde tendance de fond. Depuis l'an 2000, la "constitutionnalisation" d'espaces commerciaux transnationaux et multilatéraux n'a plus le vent en poupe, au grand désespoir de l'OMC qui est vidée de sa substance année après année au profit d'accords de gré à gré bilatéraux, sur mesure (ad hoc), entre nations souveraines.

Ainsi, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il y a fort à parier qu'il en sera exactement de même pour nos amis et voisins britanniques dès qu'ils auront récupéré leurs pleines capacités au-delà de la période de transition qu'ils vivent actuellement. Par contre, on peut leur faire pleinement confiance pour la suite : un peuple qui a inventé la démocratie (sans faire de Révolution, sans bain de sang via la Terreur) dès 1215

(carta magna), les droits de l'Homme en 1676 (habeas corpus), la gravité (Newton), Shakespeare, l'économie (Adam Smith, Ricardo), la révolution industrielle (Watt), l'informatique (Babbage), les antibiotiques (Flemming), l'intelligence artificielle (Turing), l'ADN (Crick), Hitchcock, les Beatles, la mini-jupe, Twiggy, James Bond, les Aston Martin et Harry Potter; et n'a jamais été vaincu ni envahi depuis 1066 (Hastings), n'a de leçon à recevoir de personne quant à ses capacités, sa résilience, sa force, sa créativité, et son discernement.

Pour tenter de lire l'avenir, rien de tel que d'aller prendre un verre au Raffles, à Singapour, et à se rappeler dans ce décor si particulier les prédictions qu'on faisait à son sujet en 1963. L'histoire pourrait bien se répéter, et bien plus vite qu'on ne le croit... Et au fond verre, la question, la vraie : quid de nous, la France ? Qu'advierait-il de nous après un tsunami britannique, une fois la Brexitation redescendue ?

Avec le retrait du Royaume Uni de l'Union Européenne, nous nous retrouverions alors pris dans un face à face étouffant avec l'Allemagne. Un face à face totalement asymétrique : l'Allemagne pèse à elle seule 3.667 milliards de dollars de PIB, 5.772 milliards de dollars si on inclut sa zone d'extension culturelle et économique (Autriche, Hollande, Danemark, Suède), à laquelle il faut, bien entendu, rajouter son « hinterland » historique : l'Europe Centrale et de l'Est. En face, la France n'aligne qu'un PIB de 2.567 Milliards, en stagnation, rongé par un chômage de masse qui touche les plus jeunes comme les plus expérimentés. L'excédent commercial de l'Allemagne (245 Milliards d'euros) est le deuxième au monde (après celui de la Chine). Le déficit commercial de la France, lui, ne cesse de se creuser année après année avec la précision d'un métronome et pointe désormais à 60 milliards d'euros.

Un deuxième cocktail ? Non ? Un schnaps peut être ?

Georges Nurdin, économiste, consultant international essayiste et écrivain (Les multinationales émergentes, International Corporate Governance, Le temps des turbulences, Wanamatcha !).